



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection
des Populations de Loire-Atlantique**

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL DES TROIS RIVIERES

Coiquenay
44290 Guémené-Penfao

Références : 2025-01343
Code AIOT : 0054402357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SARL DES TROIS RIVIERES implanté Coiquenay 44290 Guémené-Penfao. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DES TROIS RIVIERES
- Coiquenay 44290 Guémené-Penfao
- Code AIOT : 0054402357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Demande d'action corrective	
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
14	Emissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Préfectoral du 15/12/2014	Sans objet
2	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
10	Plan	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'épandage	article 27 et 37	
11	Application des programmes d'action nitrate	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tenue et maintenance de l'exploitation globalement satisfaisantes.

Cependant, non-conformités récurrentes nécessitant un arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2014
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Nature et Effectif
Constats : Régularisation des effectifs de truies, de cochettes et de post-sevrages en cours en même temps que la demande d'augmentation du nombre de place de porcs charcutiers (+720 emplacements) avec extension d'un bâtiment d'élevage (dossier déposé en préfecture en mars 2025)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégrations paysagères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
Constats : Elevage très bien intégré entouré par un bois et des haies de haute futaie. Tenue des abords des bâtiments satisfaisante. Préservation biodiversité (haies, bosquets, talus ...)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
Constats : Propreté des locaux satisfaisante. Lutte contre la prolifération des rongeurs réalisé par la société APA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Bâtiments d'élevage et ouvrages de stockage des effluents. Stockage des aliments en dehors des bâtiments.
Constats : Dimensionnement, étanchéité et sécurité des bâtiments d'élevage satisfaisants. Absence d'écoulement direct d'effluent dans le milieu naturel. Fosse de stockage du lisier : clôture arrachée sur plusieurs mètres n'assurant plus la sécurité autour de la fosse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Remettre en sécurité la fosse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Lutte contre l'incendie
Constats : Lutte contre l'incendie : Poteau ou bouche d'incendie à moins de 200 m du site, mais débit inférieur à 60 m³/h (37 m³/h suivant le SDIS 44) Réserve d'eau : absence de réserve incendie (prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation du

15/12/14) Extincteurs adaptés aux risques : présence de plusieurs extincteurs Absence de contrôle annuel des extincteurs Accès pour les véhicules du SDIS conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire réaliser le contrôle des extincteurs tous les ans. Mettre en place une réserve incendie de 120 m ³ minimum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 mois

N° 6 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Registre des risques
Constats : Absence de contrôle des installations électriques : non-conformité récurrente relevée lors de l'inspection précédente le 27/09/22
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire réaliser le contrôle des installations électrique par un professionnel tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires, sinon tous les cinq ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.
Constats : Hydrocarbure : cuve à fuel double paroi Absence de rétention sous les bidons des produits de nettoyage désinfection

<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
Mettre en place un dispositif de rétention pour le stockage des produits de nettoyage désinfection.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 2 mois

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<i>Thème(s) :</i> Élevage, Pollution
<i>Prescription contrôlée :</i>
Gestion de l'eau
<i>Constats :</i>
Absence de fuite d'eau sur le réseau. <i>Absence de compteur d'eau volumétrique et de relevés mensuels pour les prélèvements sur le puits : non-conformité récurrente relevée lors de l'inspection précédente le 27/09/22</i>
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
Mettre en place un compteur d'eau volumétrique et réaliser des relevés mensuels pour les prélèvements sur le puits.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Mise en demeure, respect de prescription
<i>Proposition de délais :</i> 2 mois

N° 9 : Collecte et stockage des effluents

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<i>Thème(s) :</i> Élevage, Pollution
<i>Prescription contrôlée :</i>
Stockage des effluents
<i>Constats :</i>
Stockage des effluents liquides : capacité suffisante. Séparation des réseaux d'eaux pluviales et des effluents.
<i>Type de suites proposées :</i> Sans suite

N° 10 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Plan d'épandage
Constats : Plan d'épandage mis à jour dans le cadre du dossier de demande d'extension de l'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Application des programmes d'action nitrate

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des effluents et des épandages : période - stockage - plan de fumure et cahier d'enregistrement - couvertures végétales
Constats : Plan de fumure et cahier d'enregistrement de l'année 2024 présentés. Réalisation d'analyses de sols. Utilisation de l'outil FARMSTAR (Outil d'aide à la décision à partir d'images satellite pour les apports d'azote)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des déchets et des sous-produits animaux
Constats : Stockage et bons d'enlèvement des cadavres (équarrissage) conformes. Stockage et destination des déchets de soins vétérinaires (médicaments, seringues, aiguilles...) : présentation d'un bon d'enlèvement par la clinique vétérinaire Le Chêne Vert Stockage et destination des bidons et plastiques usagés, des sacs d'aliments, des ficelles,... : réseau ADIVALOR via TERRENA Présence de résidu de brûlage : brûlage de plastiques et de cartons dans une zone dédié. Absence d'accumulation de déchets non triés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Cesser sans délai tout brûlage de déchets
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 13 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée :
Mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles
Constats :
<p>Émissions NH3 (MTD 16) : Absence de couverture de la fosse à lisier. Non-conformité récurrente : lors du réexamen IED transmis le 04/09/20, la SARL DES TROIS RIVIERES s'est engagée à réaliser la couverture de sa fosse à lisier en février 2021. En 2022, lors de l'inspection ICPE de l'installation, les inspecteurs ont constatés que la fosse n'était pas couverte. L'exploitant s'était engagé à la réaliser en 2023.</p> <p>Organisation interne (MTD 2) : non observée</p> <p>Excréments N et P (MTD 3, 4 et 24) : les BRS de l'année 2022 et 2023 ont été transmis dans le dossier de demande de modification de l'installation (en mars 2025)</p> <p>Traitement air - odeurs - poussières (MTD 11, 12, 13, 27, 28) : absence de plaintes</p> <p>Gestion de l'eau (MTD 5, 6, 7) : conforme</p> <p>Économie énergie (MTD 8) : conforme</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Réaliser la couverture de la fosse à lisier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 mois

N° 14 : Emissions atmosphérique d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée :
Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
Constats :
Absence de déclaration GERE en 2022, 2023 et 2024

<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> Réaliser la déclaration GEREP tous les ans, notamment en 2025.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 2 mois